

## Nouvelles des derniers mois...

Nous sommes allés la dernière fois en Haïti en avril-mai 2018, et, même si nous faisons attention dans nos déplacements, nous n'avons pas ressenti cette violence qui est décrite aujourd'hui dans tout le pays.

Ce régime de Jovenel Moïse, du parti PHTK, et les autres dirigeants précédant (Martelly – Lamothe, ...), président, premier ministre et ministres etc. ont pillé plus de 4 milliards de dollars américains des fonds PetroCaribe d'aide du Venezuela (US \$ 1.00 = 125.00 gourdes ; 1 euro = 145.00 gourdes), sans compter d'autres sommes importantes du trésor public, dilapidées chaque année, à travers le budget national.

En moins de 3 ans, plus de 9 massacres ont été perpétrés dans différents quartiers de Port au Prince et à Cap-Haïtien, dans le département du Nord. Ils semblent être orchestrés avec la complicité des alliés du pouvoir en place, par des gangs armés qui se partagent le territoire métropolitain et maintenant plusieurs villes de province. L'insécurité, la peur et l'impunité semblent être un moyen de contrôle de la population de ces quartiers.

Cette situation difficile, qui se développe en Haïti, est ignorée par de nombreuses puissances qui « aident » régulièrement le pays, et préconisent la mise en place d'élections libres et équitables en 2022 ! Les pays « amis d'Haïti » pensent plus à leur propre intérêt qu'à celui des Haïtiens.

Il n'y a plus de parlement (les 2/3 des mandats des députés et sénateurs sont arrivés à terme et n'ont pas été renouvelés) et le président dirige par décrets. Sur le plan économique, la gourde continue d'être de plus en plus dépréciée face au dollar américain, les prix des produits de base ont triplé, alors que les responsables n'ont pas la capacité ni la volonté d'apporter des solutions.

La corruption gangrène toutes les entreprises publiques et les services de l'Etat. Par exemple, la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa) rejette des cas de suspicion de corruption qui pèseraient sur elle, notamment à travers le projet « Port-au-Prince 3 », financé à hauteur de 65 millions de dollars américains par la Banque interaméricaine de développement (BID).

La crise sanitaire passe bien sûr par Haïti mais beaucoup d'haïtiens semblent l'ignorer plus par faute de moyens pour se protéger et d'autres pensent et disent que c'est une invention. C'est une maladie qui ne se voit pas.

La tempête tropicale Laura, qui a frappé principalement Port au Prince et le Sud du pays dimanche dernier, a fait 31 morts, selon un bilan de la Protection civile. Huit personnes sont portées disparues et huit autres ont été blessées.

Dans la nuit du 27 août, Frantz Adrien Bony, chroniqueur à l'émission diffusée sur Radio Caraïbes « Rigolo Thérapie » et sur Magik 9, a été tué d'une balle dans la tête sur une grande avenue, à Pétion-Ville.

En milieu de la même journée, l'homme d'affaires Michel Saieh, âgé de 84 ans, propriétaire d'un super marché, a subi le même sort par des bandits armés circulant à moto. Il a été assassiné dans son véhicule près de son établissement.

Le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval, a été tué par balles, dans sa cour, en début de soirée le vendredi 28 août. Il habite dans le même quartier que le président de la république, Jovenel Moïse. Comment les assassins ont-ils pu arriver jusque devant sa maison sans être inquiétés ? Maître Dorval avait été élu bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince le 6 février 2020.